

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 12 au 18 septembre 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations États-Unis/Mexique

Le *Committee Ways and Means* de la Chambre des Représentants des États-Unis a exprimé quatre conditions concernant le Mexique et préalables à une ratification de l'accord de libre-échange USMCA. La principale appelle le Mexique à démontrer qu'il dispose des moyens nécessaires pour mettre en application la réforme du travail et qu'il autorise un mécanisme de surveillance du Congrès états-unien à cet égard. Le *Committee* à majorité démocrate, regrette plus généralement le manque de contrôle de l'application des réformes sur lesquelles le Mexique s'est engagé. Pour rappel, l'accord sur le nouveau traité avait été conclu le 30 septembre 2018 et doit encore être ratifié par les Congrès étatsunien et canadien.

Économie

L'OCDE a réduit ses prévisions de croissance pour le Mexique sur 2019, de 1,6 % à 0,5 %. L'organisation explique que le ralentissement est dû principalement à une plus grande incertitude politique. Elle estime également que si cette incertitude était levée, la baisse des taux d'intérêt, la vigueur des flux de remesas et l'augmentation du salaire minimum devraient contribuer à renforcer la croissance du PIB, qui devrait alors atteindre 1,5 % en 2020.

Le nombre d'emplois formels a progressé de 1,8 % g.a. au mois d'août, sa plus faible croissance depuis près de 10 ans. Près de 37 000 personnes se sont inscrites à l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) soit 68 % de moins qu'au mois d'août 2018.

Le peso mexicain (MXN) est la 15^{ème} devise la plus utilisée dans le monde par les opérateurs de changes en 2019, soit une perte de 4 places par rapport à 2016, selon la Banque des règlements internationaux (BRI). Le MXN reste la deuxième monnaie émergente la plus échangée, derrière le renminbi chinois. Le volume des transactions du MXN a augmenté de 17 % au cours des trois dernières années pour atteindre 113,7 M USD de transactions journalières, soit 1,7 % du volume mondial. 83 % des opérations en MXN sont effectuées depuis l'étranger, un chiffre similaire à 2016.

Suite à l'annonce de la baisse des investissements en infrastructures de 5,4 % dans le budget 2020, le Président du Conseil de Coordination Entrepreneurial (CCE), C. Salazar, a annoncé être prêt à compenser cette perte par l'investissement privé, pour permettre au Mexique d'espérer atteindre la croissance de 4 % promise par le Président AMLO. Il a, par ailleurs, annoncé la préparation d'un « plan national d'infrastructures » regroupant les projets ne pouvant pas être financés par le Gouvernement et où le secteur privé pourrait intervenir.

L'excédent de la balance commerciale agroalimentaire a atteint 7,1 Mds USD entre janvier et juin 2019, soit une augmentation de 28 % par rapport à la même période l'an dernier. Cet excédent commercial est tiré par la hausse des exportations de bières (+13,8 %), d'avocats (+5,5 %) et de viande de bœuf. Les importations agroalimentaires mexicaines restent, quant à elles, stables sur la période.

L'indice IPC, regroupant les 35 plus grosses entreprises mexicaines par capitalisation de la Bourse Mexicaine de Valeurs a gagné 11,1 % (soit 31 Mds USD) sur un mois glissant, à la fermeture le 16 septembre. Les principaux facteurs de la hausse du marché boursier ont été l'annonce d'un Budget 2020 jugé responsable, des résultats trimestriels des entreprises encourageants, et un contexte de plus faible inflation favorisant une possible baisse des taux directeurs par Banxico.

Le prix du baril de pétrole brut mexicain (*Mezcla mexicana*) a connu une forte hausse (+12,6 % ; +7,1 USD) le mardi 17 septembre en réaction à l'attaque d'une raffinerie en Arabie Saoudite, premier exportateur de pétrole mondial. Le Président López Obrador a tenu à rassurer la population en garantissant que les prix du carburant allaient rester inchangés.

Malgré ce choc externe, le Ministère des Finances a demandé au Congrès de maintenir le prix du baril mexicain à 49 USD dans son projet de budget 2020, estimant que la récente hausse suite à l'attaque des raffineries saoudiennes constitue un choc de volatilité à court terme. Le prix du baril mexicain a d'ailleurs diminué de 5,3 % le mercredi 18 septembre, dans la lignée des autres indices pétroliers mondiaux.

A l'occasion du forum « Energy Meet Point » organisé par Siemens, la Ministre de l'Énergie a indiqué que le Gouvernement avait besoin du secteur privé pour atteindre ses objectifs de capacité énergétique. À cet égard, elle a déclaré que l'Administration fédérale avait l'intention de reprendre les enchères d'électricité à long terme. De leur côté, les entreprises de production d'électricité estiment qu'il est important que le Gouvernement élabore des plans et des garanties qui leur confèrent plus de certitudes pour investir au Mexique.

Finances publiques

Fitch et Standard & Poor's ont conclu que les hypothèses macroéconomiques du projet de budget 2020 étaient optimistes, notamment pour la croissance économique. Les deux agences de notation ont considéré que ces prévisions pourraient avoir pour conséquence une surestimation des ressources fiscales, et que le Gouvernement pourrait, en conséquence, de nouveau utiliser les fonds de stabilisation. Fitch prévoit 1,8 % de croissance en 2020, inférieure à la croissance de 2 % prévue par le Gouvernement.

La ligne budgétaire « Ramo 23 » devrait disposer de 6,7 Mds USD (131 Mds MXN) de ressources en 2020, soit une croissance de 12 % par rapport à 2019, selon le Projet de Budget 2020. Cette ligne budgétaire, rassemblant 6 fonds, dont notamment un fonds pour les États fédéraux et municipalités, a été vivement critiquée par la majorité des acteurs économiques pour le manque de transparence et de réglementation des projets qu'elle est censée financer. Pour rappel, le Président Lopez Obrador avait annoncé pendant sa campagne vouloir dissoudre cette ligne.

Le budget 2020 projette une croissance de 1,8 % des participations fédérales aux budgets des États fédérés, soit la plus faible croissance depuis 2012. Les États devraient recevoir 48,6 Mds USD (944,3 Mds MXN) en 2020. Ces ressources représentent 85 % des ressources étatiques : leur faible croissance pourrait avoir pour conséquence un affaiblissement financier des États, selon Moody's.

Pour 2020, la cellule d'enquête financière (UIF) du Ministère des Finances disposera d'un budget réduit de 19 % par rapport à 2019, pour atteindre 8 M USD (152 M MXN) alors qu'on estime que 50 Mds USD sont blanchis chaque année au Mexique. L'UIF est l'organisme en charge de la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption. Sur 2019, le département vise un total de 120 dénonciations de blanchiment d'argent et 80 jugements.

Selon le FMI, les programmes sociaux de réduction de la pauvreté, de pensions de vieillesse et d'aide à l'agriculture sont dix fois plus efficaces pour réduire les inégalités de revenu que les subventions aux soins de santé comme le *Seguro Popular*.

PEMEX

Citibanamex a affiché son scepticisme quant à la capacité du Gouvernement à soutenir la croissance sans réactiver des projets de *farmouts* entre PEMEX et entreprises privées. La banque estime que si PEMEX n'atteint pas 13 % d'augmentation de production grâce aux *farmouts*, le PIB pourrait baisser de 0,7 point de pourcentage.

La commission nationale des hydrocarbures (CNH) a approuvé le plan de développement du champ prioritaire en eaux peu-profondes Hok. PEMEX investira 433 M USD dans ce champ qui vise à extraire 16 000 barils de pétrole brut par jour dès 2021. Hok est le seizième projet de développement prioritaire approuvé par la CNH. A ce jour, les forages de 113 puits ont été approuvés ce qui devrait permettre, d'ici 2022, d'extraire 300 000 barils de pétrole par jour et 900 millions de pieds cubes de gaz.

PEMEX a conclu, le 12 septembre dernier, le placement de 7,5 Mds USD de dette sur les marchés internationaux, principalement pour le remboursement de passifs venant à échéance. Cette émission n'engendrera pas d'augmentation nette de la dette et a été divisée sur des échéances de sept, dix et trente ans avec des rendements de 6,5 %, 6,85 % et 7,7 % respectivement. Pour rappel, PEMEX est l'entreprise pétrolière la plus endettée au monde, avec une dette de 106 Mds USD.

Entreprises et grands contrats

Le consortium composé de l'entreprise canadienne TC Energy et de la compagnie mexicaine IEnova a annoncé le lancement de l'exploitation du gazoduc marin Texas-Tuxpan sud dont la capacité de transport est de 73,6 M de mètres cubes de gaz naturel par jour. Il s'agit du premier des sept tronçons de gazoducs entrant en service après la conclusion d'un accord entre les entreprises et la Commission Fédérale d'Electricité (CFE) en août 2019. Le projet représente un investissement de 2,6 Mds USD dans l'infrastructure, et a entraîné la création de plus de 3 000 emplois pour sa construction.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 18/09/2019
Bourse (IPC)	+0,8 %	-13,0 %	43 070 points
Taux de change USD/Peso	-0,6 %	+3,0 %	19,40 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,4 %	-3,0 %	21,40 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+13,4 %	-9,3 %	63,66 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Deux prêts ont été octroyés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Société Andine de Développement (CAF) pour des montants respectifs de 350 M USD et 500 M USD au Gouvernement costaricain pour le remboursement de sa dette et du service de celle-ci.

La Banque Mondiale a recommandé au Costa Rica de renforcer l'investissement privé et la productivité, de développer un marché du travail plus inclusif, d'améliorer l'efficacité du secteur public, et de renforcer la qualité de l'éducation et de ses infrastructures. Afin d'augmenter la productivité du pays, la Banque Mondiale a recommandé au Costa Rica de réduire les restrictions au commerce et les régulations aux marchés locaux.

Les crédits au secteur privé ont affiché une croissance de 1,6 % g.a. au mois d'août : un ralentissement marqué par rapport aux 4,4 % de croissance enregistrés en août 2018. La réduction du taux directeur de la Banque centrale (abaissé quatre fois entre mars et juillet 2019, passant de 5,45 % à 4 %) ainsi que l'abaissement du taux de réserve légal minimal en juin 2019 (de 15 % à 12 %) ne semblent pas encore avoir affecté les comportements liés aux crédits, selon les experts.

Au cours des deux dernières années, le nombre d'emplois générés par les entreprises du secteur commercial a diminué de 7 %, en raison du ralentissement de l'activité économique du pays. Le taux de chômage global a également augmenté, passant de 11,3 % à 11,9 % entre les deux premiers trimestres de l'année.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Le secteur privé propose que la productivité, la croissance économique et le niveau de formalité soient pris en compte pour le calcul du salaire minimum, plutôt qu'une décision uniquement indexée sur le prix du panier de consommation de base. Dans les prochains jours, la Commission nationale des salaires (CNS) devrait effectivement examiner différentes propositions pour décider de son augmentation ou de sa diminution. Les travailleurs entendent unifier leurs demandes pour que l'augmentation soit comprise entre 10 % et 20 %.

La chambre de commerce agricole (*Camagro*) estime qu'en 2018 uniquement, les invasions de propriétés privées, principalement de fermes de production agricole, ont généré un impact négatif équivalent à 0,6 % du PIB. La superficie des terres usurpées au Guatemala est passée d'environ 10 000 hectares dans les années 1990 à 164 000 en 2018. Les pertes de production agricole causées par ce phénomène se sont élevées à environ 650 M USD l'an dernier.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

L'indice de confiance en l'activité économique recule : il a atteint 44,9 points en août, soit une baisse de 7 % par rapport au mois de juillet, lorsque l'indicateur avait déjà chuté de 17 % g.m. Selon les personnes consultées, des facteurs tels que le manque de consensus politique, l'affaiblissement de la crédibilité des institutions et le paysage social détériorent le climat des affaires.

L'économie du Panama a crû de 2,9 % g.a au T2 2019, selon l'Institut National de la Statistique. Le PIB au 2^e trimestre s'établit à 10,5 Mds USD, soit une hausse de 291,3 M USD par rapport au 2^e trimestre 2018.

La Commission budgétaire de l'Assemblée Nationale a approuvé hier en 1^{er} débat le budget de l'Autorité du Canal de Panama (ACP) pour 2020, pour lequel les recettes sont estimées à environ 3,4 Mds USD et les contributions au Trésor National de l'ordre de 1,8 Md USD.

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a déjà affecté négativement l'activité du Canal de Panama à hauteur de 30 M USD sur les huit premiers mois de l'année, et pourrait enregistrer une perte de 60 M USD sur l'année 2019.

Selon le Ministre en charge des investissements, environ 15 projets pourraient être réalisés à travers des partenariats publics-privés notamment dans le secteur du transport, de l'eau, des infrastructures (écoles, hôpitaux), des lignes de transmission électrique et des centres logistiques.

Sur les huit premiers mois de l'année, le solde de la balance des paiements a atteint un déficit de 4,0 Mds USD, soit une augmentation de 7,3 % g.a. Les importations ont atteint 8,0 Mds USD sur la période (dont 1,0 Md USD liés à la facture pétrolière) tandis que les exportations ont atteint 4,0 Mds USD (dont 3,9 Mds USD de produits manufacturés)

Entre janvier et août derniers, le pays a reçu 3,7 Mds USD de transferts de fonds des migrants (*remesas*), soit +4,1 % g.a. Le montant moyen des envois s'est élevé à 266,4 USD en août 2019, montant très similaire aux 266,9 USD reçus en moyenne en août 2018.

Cuba a mis en place des mesures pour limiter la consommation de diesel face à la pénurie actuelle. Au vu des sanctions étatsuniennes touchant les navires transportant du pétrole depuis le Venezuela, Cuba a de plus en plus de mal à trouver des navires susceptibles de livrer le pays et doit faire face à une pénurie de diesel. La baisse des transports en commun en circulation, la suspension de certaines activités de production, la réduction des horaires de travail ou le chômage technique sont autant de mesures mises en œuvre pour économiser drastiquement la consommation de diesel et limiter ainsi le risque de coupures d'électricité pour les ménages. Le pétrole est, de loin, la première source énergétique du pays : près de 95 % de l'électricité produite du pays proviendrait du pétrole en 2018, et la production nationale de pétrole ne permet de couvrir que la moitié de la consommation interne.

La première entreprise mixte cubano-russe à La Havane a été créée le 13 septembre dernier. Il s'agit de l'entreprise mixte (JV) *TECCOMP Caribe S.A.*, née de l'association entre l'entreprise cubaine *Siment Aut S.A* et la société russe *United Composite Technologie*. La nouvelle usine, dont la construction prendra encore un an, sera installée à Mariel et aura pour finalité la fabrication de barres d'acier et de treillis en fibre de verre qui seront utilisés pour les chantiers de constructions à Cuba. Après avoir relancé sa relation bilatérale avec Cuba au cours des dernières années, la Russie figure actuellement parmi les dix premiers partenaires commerciaux de l'Île.

Le Gouvernement a fourni 20 M USD aux sociétés pétrolières présentes en Haïti le 13 septembre dernier, représentant environ 1 mois de subventions sur le prix du carburant à la pompe. Les sociétés pétrolières devraient livrer 110 000 barils de carburant cette semaine, et une seconde cargaison de 155 000 barils de carburant la semaine prochaine. Le volume de carburant total livré en Haïti devrait être inférieur aux 500 000 barils annoncés par les autorités, en lien avec le manque de trésorerie des sociétés pétrolières, lui-même issu du non-paiement des subventions aux prix des carburants à la pompe.

Le FMI a félicité les autorités jamaïcaines pour l'achèvement du programme de réformes économiques soutenu par le programme FMI, qui devrait permettre de baisser la dette publique (d'environ 100 % du PIB aujourd'hui) à 60 % en 2026. Les services du FMI réalisaient une visite à Kingston, du 9 au 19 septembre, pour la 6^{ème} et dernière revue de l'économie dans le cadre du programme qui prendra fin le 8 novembre prochain. La réforme de la Banque centrale a également été mise en avant. Le FMI indique toutefois la nécessité de mettre en place des réformes structurelles pour lutter contre le crime, soutenir la résilience du secteur agricole et investir dans l'éducation et la santé.

L'inflation en Jamaïque a atteint 4,09 % g.a. en août, soit un niveau situé dans l'intervalle cible des autorités monétaires (5 ± 1 %). L'inflation mensuelle atteint 0,75 % en août, et l'inflation cumulée atteint 3,3 %. Malgré une inflation située dans la cible des autorités, la tendance est défavorable car se rapprochant de la fourchette basse de la Banque centrale : l'inflation ralentit ainsi après avoir atteint un pic en mai à 4,77 %.

Les flux monétaires de migrants (*remittances*) décroissent en juin, à 8,4 M USD (-4,6 % g.a.) selon la Banque centrale. $\frac{2}{3}$ des *remittances* venaient des États-Unis.

Le Gouvernement de la Jamaïque a émis une offre publique d'achat pour 970 M USD de titres publics en Euro à échéance 2022, 2025 et 2028 le 10 septembre dernier, payant 1,2 Md USD pour ces titres. Cette opération vise à donner de la confiance aux marchés quant à la capacité de gestion des finances publiques des autorités jamaïcaines.

L'inflation a atteint en août 0,3 % (g.m.) et 1,7 % g.a, soit un niveau inférieur à l'intervalle cible de la Banque centrale (4 ± 1 %). Pour mémoire, l'inflation connaît une phase d'accélération, après 0,9 % g.a. en juin et 1,4 % g.a. en juillet.

Les exportations ont crû de 5,7 % g.a. en juillet, atteignant 2,1 Mds USD sur la période. 58,6 % des exportations sur la période étaient issues des zones franches. 55 % des biens exportés étaient des métaux (les plus exportés étant l'or et l'argent).

L'entreprise de production d'énergie nucléaire russe ROSATOM et le Ministère de l'Énergie et des Mines ont signé un accord de coopération nucléaire. Le *memorandum*, signé le 17 septembre, prévoit les bases pour le développement d'infrastructures nucléaires en République dominicaine et la création de groupes de travail bilatéraux sur l'énergie nucléaire.

La Banque centrale dominicaine a débuté, le 16 septembre, un programme d'injection de liquidités sur le marché des changes : elle devrait ainsi injecter plus de 100 M USD afin de protéger le taux de change DOP/USD de la volatilité. Pour mémoire, le DOP a perdu 2 % face à l'USD depuis le début de l'année.

Air Caraïbes a annoncé l'arrivée de son nouvel avion Airbus A350-900 sur la ligne Paris-Punta Cana. Le nouvel aéronef opérera également sur la ligne Paris-Saint Domingue à compter du 15 décembre prochain. L'avion a une capacité de 389 passagers.

Les actifs des banques étrangères en République dominicaine ont crû de 4,3 % g.a. en juin dernier. Les banques étrangères ne représentent que 9,6 % des actifs totaux du système bancaire.

Les mauvais chiffres de la croissance du tourisme sur les 8 premiers mois de l'année (+0,4 % en termes de nombre de touristes sur la période) sont liés, selon la Banque centrale, à une mauvaise campagne médiatique liée à la mort de plusieurs touristes étatsuniens dans des hôtels dominicains, que les autorités lient à des problèmes de santé. La Banque centrale met également en avant la décélération de l'économie mondiale.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.